

GLOBALISATION

Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français



Inconnue des Français, l'avocate Christine Lagarde a été nommée ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Il y a quelques jours encore, elle défendait les intérêts des multinationales états-uniennes contre ceux des entreprises françaises et européennes. Ses positions politiques s'accordent parfaitement avec son engagement militant au sein du CSIS, le think-tank du lobby pétrolier aux États-Unis.

page 2

Affrontement médiatique sur le budget européen

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'offensive franco-allemande sur le rabais britannique avant et pendant le sommet de Bruxelles a fragilisé la présidence britannique de l'Union européenne avant même qu'elle ne commence. Alors que Tony Blair s'attendait à imposer son leadership, le voilà sur la défensive. Le *New Labour* et ses alliés s'efforcent donc de déplacer le point central du débat du rabais britannique vers la Politique agricole commune.

page 5

REPÈRE : 25 JUIN 1991

La Croatie et la Slovénie se dissocient de la Yougoslavie

Lorsque le pouvoir se désagrège en Europe centrale et orientale, 83 % des Slovènes se prononcent par référendum pour l'indépendance de leur république. De leur côté, 94 % des Croates approuvent une résolution plus subtile de renforcement de l'autonomie. Aussi les deux républiques tirent les conclusions du refus de la Serbie de céder la présidence tournante de la Yougoslavie. Le 25 juin 1991, elles se dissocient de la Yougoslavie qui se trouve ainsi coupée en deux, puis elles proclament leur indépendance. Immédiatement, la Serbie lance une attaque éclair d'abord contre la Croatie puis, deux semaines plus tard, contre la Slovénie. L'aviation yougoslave cible des infrastructures précises en espérant ruiner les deux républiques et les empêcher ainsi d'accéder à l'indépendance. ■



LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE PRÉPARE LE TROISIÈME MANDAT DE VLADIMIR POUTINE

Iedinaïa Rossia (Russie unie), le parti du président, prépare actuellement la base juridique qui permettrait à Vladimir Poutine de se présenter pour un troisième mandat. Sans remettre explicitement en cause le principe de non-cumul de plus de deux mandats successifs, le Comité de la Douma présidé par Alexandre Moskalets, propose de ne retenir pour ce décompte que les mandats entièrement effectués. Il suffirait donc que le président démissionne avant la fin de son second mandat pour pouvoir en briguer un autre. ■

Globalisation

Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français

Inconnue des Français, l'avocate Christine Lagarde a été nommée ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Il y a quelques jours encore, elle défendait les intérêts des multinationales états-uniennes contre ceux des entreprises françaises et européennes. Ses positions politiques s'accordent parfaitement avec son engagement militant au sein du CSIS, le think-tank du lobby pétrolier aux États-Unis.



Christine Lagarde
Université St. Gallen, Suisse, 20 mai 2005.

La composition du nouveau gouvernement français, annoncée le 2 juin 2005, étonne par son incohérence. Le Premier ministre, Dominique de Villepin, un gaulliste qui a acquis une stature internationale de premier plan avec son célèbre discours contre la guerre d'Irak devant le Conseil de sécurité, est flanqué d'un ministre d'État, Nicolas Sarkozy, soutien inconditionnel des États-Unis et d'Israël.

Le ministère des Finances, lieu stratégique de la pénétration US, devient un bastion atlantiste. Le ministre de l'Économie, Thierry Breton, est membre d'un

puissant think tank libéral, l'Institut Aspen [1], et administrateur de sa branche française. M. Breton s'est adjoint trois ministres délégués. Pour des raisons d'équilibre interne de la majorité présidentielle, François Loos est en charge de l'Industrie. Jean-François Copé est chargé du Budget et de la Réforme de l'État. C'est un « jeune leader » formé aux méthodes américaines de communication au sein de la Fondation franco-américaine par John Negroponte [2], actuel patron de l'ensemble des agences de renseignement US. Enfin, Christine Lagarde se voit confier le Commerce extérieur.

Madame Lagarde est inconnue en politique. Brillante avocate, spécialisée en droit social, elle a rejoint, en 1981, le cabinet Baker & McKenzie à Chicago et a poursuivi toute sa carrière aux États-Unis. Tout en menant sa vie de femme, soulignent ses attachés de presse, elle a monté tous les échelons du premier cabinet mondial de droit des affaires (4 400 collaborateurs dans 35 pays) jusqu'à devenir membre de son Comité exécutif, puis à l'automne 2004 présidente de son Comité stratégique. En outre, en avril 2005, elle entrait au Conseil de surveillance de la multinationale néerlandaise ING Groep, une des principales sociétés financières au monde.

Christine Lagarde figure en 5e position du classement des femmes d'affaires européennes établi par le *Wall Street Journal* et en 76e position du **classement des femmes les plus puissantes du monde** établi par *Forbes*.

Éblouie par ce parcours exceptionnel, la presse française s'est abstenue de toute enquête sur la nouvelle ministre.

Bien que cela ne figure pas sur sa **biographie officielle**, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS) [3]. Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski [4] la **commission Action USA/UE/Pologne** et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais. Or, dans ces instances, elle représentait les intérêts états-uniens contre ceux du Commerce extérieur français dont elle est aujourd'hui la ministre [5]. En sa qualité d'avocate du cabinet Baker & McKenzie, elle poussait plus particulièrement les intérêts de Boeing et Lockheed-Martin contre ceux d'Airbus et de Dassault.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat. Cette commission s'est occupée des investissements possibles en Pologne, Slovaquie, Lettonie, Roumanie, République tchèque et Hongrie.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars. Cette transaction provoqua la consternation en Europe dans la mesure où le

gouvernement polonais payait cette commande avec les fonds de l'Union européenne destinés à préserver son secteur agricole.

Ce contrat était disproportionné par rapport aux besoins réels de la Pologne. En outre, la logique eut voulu que Varsovie s'équipe de Mirage 2000-5 MK2 Dassault ou de Jas-39 Saab en entrant dans l'Union.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq) [6].

Dans la continuité de ce marché, la Commission euro-atlantique de Madame Lagarde se donna comme mission « d'assister les entreprises polonaises pour améliorer leur capacité à devenir sous-traitants d'entreprises (notamment états-uniennes) qui ont remporté des marchés en Irak et en Afghanistan, et aussi pour la modernisation du système de défense polonais » [7].

En supposant que Christine Lagarde ait abandonné ses fonctions précédentes sans l'intention d'y retourner, on pourrait admettre qu'elle ne se place pas dans un conflit d'intérêts. Cependant, au vu des positions politiques défendues par les groupes de travail qu'elle a présidé, on ne peut que constater qu'elle est en totale opposition avec la position française défendue par Dominique de Villepin à l'ONU.

Enfin, les déclarations de la ministre, deux jours après sa nomination, ont choqué les syndicats français. Christine Lagarde s'est engagée à réformer le droit du travail qui, selon elle, « constitue souvent un frein à l'embauche et à un certain nombre de décisions d'entreprendre ». Toutefois, pour bien comprendre son point de vue, il importe de ne pas interpréter ses déclarations en les assimilant au discours du MEDEF, mais au regard des positions qu'elle a développées jusqu'ici. Elle fut en effet très active pour imposer le modèle anglo-saxon de droit social en Europe centrale et orientale. Son but était de promouvoir les intérêts des firmes états-uniennes, pas ceux du grand patronat de la vieille Europe.

[1] « L'Institut Aspen élève les requins du business », *Voltaire*, 2 septembre 2004.

[2] « John Negroponte, bientôt à Bagdad » par Arthur Lépici, *Voltaire*, 20 avril 2004.

[3] « CSIS, les croisés du pétrole », *Voltaire*, 6 juillet 2004.

[4] « La Stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski » par Arthur Lépici, *Voltaire*, 22 octobre 2004.

[5] Les intérêts européens étaient représentés par un autre co-président, l'ancien ministre autrichien Ferdinand Lacina.

[6] « Une guerre juteuse pour Lockheed Martin », *Voltaire*, 7 février 2003.

[7] « Assist Polish companies to better self-market capabilities as a subcontractor or supplier for contracts won by prime contractors (particularly U.S.) in Iraq, Afghanistan, and as part of Poland's defense modernization », Draft Work Plan, 25 février 2004.

Affrontement médiatique sur le budget européen

Analyse

L'offensive franco-allemande sur le rabais britannique avant et pendant le sommet de Bruxelles a fragilisé la présidence britannique de l'Union européenne avant même qu'elle ne commence. Alors que Tony Blair s'attendait à imposer son leadership avec le soutien des États atlantistes, le voilà sur la défensive. Le Premier ministre britannique a même été présenté par Jean-Claude Juncker, président en exercice de l'UE dont il prendra la succession le 1er juillet, comme le principal responsable de l'échec des discussions budgétaires. Le *New Labour* et ses alliés s'efforcent donc de déplacer le point central du débat du rabais britannique vers la Politique agricole commune (PAC).

Dans *Der Spiegel*, Tony Blair présente les grands axes de sa ligne de défense aux lecteurs allemands. Il tente de marginaliser la position française en dénonçant la PAC et en martelant qu'il est illogique que 40 % des dépenses budgétaires aillent à 5 % de l'activité économique européenne. Il martèle que le Royaume-Uni donne déjà beaucoup d'argent à l'Union et qu'il est prêt à donner plus à condition que cela serve ceux qui en ont le plus besoin. Enfin, il appelle à une réforme des systèmes de protection sociale en Europe, question qui pourrait bien être au cœur de la présidence britannique. Dans le *Guardian*, l'ex-ministre travailliste et actuel commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, reprend les grandes lignes de l'argumentation de celui qui fut son Premier ministre sans les assumer vraiment. Il estime qu'il faut que l'Europe se modernise et qu'elle adapte son modèle social à la mondialisation. Il dément toutefois qu'il puisse s'agir d'une américanisation du modèle européen. Cette offensive médiatique trouve un écho favorable dans la presse française et quelque peu mitigé dans le reste de la presse européenne. Aussi, c'est dans *Le Monde*, que le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Philippe

Douste-Blazy, défend la position française et plus précisément la PAC. Condamnant les arguments britanniques, il rappelle que cette politique n'est pas qu'un soutien aux agriculteurs, mais assure également l'autosuffisance agricole de l'Union et contribue à l'aménagement des territoires et à la sécurité alimentaire (dernière remarque qu'on peut voir comme un rappel implicite de la crise de la vache folle en provenance de Grande-Bretagne). Il appelle l'Europe à se relancer économiquement, en matière de sécurité et de politique étrangère commune.

La plupart des autres acteurs européens, déplorent cet affrontement, renvoyant dos-à-dos Français et Britanniques dont on condamne l'égoïsme. La ministre autrichienne des Affaires étrangères, Ursula Plassnik, se navre dans *Der Standard* que les dirigeants européens aient perdu l'art du compromis. Elle s'aligne toutefois sur la problématique britannique et appelle à une remise à plat du système social européen qui ne serait plus adapté aux nouveaux enjeux de la mondialisation. À ce titre, elle estime que les électeurs français et néerlandais qui ont voté non au Traité constitutionnel européen (TCE) ont poursuivi une chimère car il n'est pas possible que le système social européen les protège encore aujourd'hui. L'ancien conseiller de Vaclav Havel, le très atlantiste Jiri Pehe affirme dans une tribune diffusée par *Project Syndicate* et publiée par le *Korea Herald* et *Le Figaro*, en attendant peut-être d'autres, que les nouveaux États membres ont démontré leur sentiment européen fort dans la crise budgétaire de Bruxelles. Au contraire, les anciens États ont préféré se replier sur leurs intérêts nationaux. Il rejette donc dos-à-dos l'attitude de Londres et de Paris et appelle les États fondateurs à prêter attention aux nouveaux membres.

Interviewé sur le site canadien, *Macleans.Ca*, la présidente lettone, Vaira Vike-Freiberga, se montre optimiste quand à l'évolution de la situation dans l'Union malgré le rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) et l'échec du sommet de Bruxelles. Elle estime que les crises sont un phénomène normal de la construction européenne et que l'Union saura les surmonter. Concernant les relations de son pays avec la Russie, elle affirme que Moscou refuse toujours d'admettre les crimes commis par l'Armée rouge. Cette remarque participe à la réécriture de l'Histoire de la Lettonie engagée par sa présidente. Elle prétend également que Moscou cherche toujours à dominer ses voisins. Ce dernier argument est une des raisons pour lesquelles Washington soutient ardemment l'élargissement à l'Est de l'OTAN et de l'Union européenne. Du point de vue atlantiste, il faut à tout prix arracher les pays de l'ex-bloc communiste à l'influence russe pour éviter la reconstruction d'un rival. Malheureusement pour ce projet, plusieurs dirigeants européens ont appelé à une pause des élargissements suite au double rejet du TCE en France et au Pays-Bas. Réagissant à ces déclarations, les partisans de la poursuite de l'élargissement se mobilisent.

La Premier ministre ukrainienne, Yuliya Tymoshenko poursuit son travail de lobbying dans une tribune diffusée par *Project Syndicate* et publiée, pour l'instant, par le *Koreal Herald* et le *Taipei Times*. Elle affirme que son pays a sa place dans l'Union européenne et y travaille durement. Elle prétend toutefois vouloir avoir la même entente avec la Russie que la France a avec l'Allemagne. S'appuyant sur cette analogie, elle prétend que l'Ukraine peut avoir des liens aussi fort avec Moscou bien qu'appartenant à une entité régionale différente et accuse la Russie d'avoir occupé son pays pendant l'existence de l'URSS. C'est

oublier un peu vite que Khrouchtchev, puis Brejnev étaient Ukrainiens. Le ministre des Finances de Bulgarie, Milen Veltchev, affirme dans *Le Figaro* qu'il ne serait pas juste que Sofia soit pénalisé par la crise européenne actuelle après tous les efforts consentis. Affirmant que son pays est aussi europhile qu'il est francophile, il appelle Paris à soutenir une prochaine adhésion bulgare. L'ambassadeur albanais en France, Ferit Hoxha, rappelle à la France les engagements pris en faveur de l'intégration des pays des Balkans et plus spécialement du sien dans *Libération*. À la conférence de Zagreb, Jacques Chirac avait effectivement affirmé que les États de cette région appartenaient à la famille européenne. Cet appel à une adhésion rapide des pays des Balkans est soutenu dans *Le Monde* par l'ancien président allemand, Richard von Weizsäcker, et les anciens Premier ministre italien, suédois et belge, Giuliano Amato, Carl Bildt et Jean-Luc Dehaene. S'adressant aux dirigeants européens, ils demandent que le rejet du TCE ne nuise pas à l'intégration de ces pays. Malgré les appréhensions des populations de l'Union sur les élargissements rapides, les engagements pris lors du sommet de Thessalonique doivent être respectés.

Pour la commissaire européenne aux Affaires extérieures, l'Autrichienne Benita Ferrero-Waldner, ces élargissements successifs sont une des preuves que l'Union est un acteur global, capable de peser dans les affaires mondiales et d'apporter la paix et la prospérité à tout le continent et à ses voisins. Dans *Le Figaro*, elle affirme que c'est cette image de l'Europe, qu'elle défendra lors du sommet avec les États-Unis., **dont nous avons parlé dans nos colonnes**. Malgré les crises rencontrées en interne, l'Union européenne peut être un bon associé de Washington sur la scène internationale, et notamment en Irak et en Israël, grâce à son *soft power*.

Mais comment faire accepter la poursuite de l'orientation actuelle de l'Union européenne sur le plan de l'élargissement, de la dérégulation économique et de l'atlantisme après le double refus du Traité constitutionnel européen (TCE) ? La Commissaire européenne à la Communication, la Suédoise Margot Wallstrom, propose de développer un espace public européen. Dans *l'International Herald Tribune*, elle suggère que la Commission européenne se rapproche des partis politiques et journalistes de l'Union pour que toutes les grandes questions soient vues d'un point de vue européen par la population. Loin de la création d'un nouvel outil démocratique, il s'agit là d'un programme de propagande visant à mieux faire accepter l'Union par les populations, après les déboires des référendums français et néerlandais.

Réseau Voltaire

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« L'argent de l'UE doit aller aux emplois, pas aux vaches ! »

Source : Le Monde (France)

, Der Spiegel (Allemagne)

Référence : « EU-Geld für Arbeitsplätze, nicht für Kühe ! », par Tony Blair, *Der Spiegel*, 21 juin 2005.

« Le pire serait de continuer comme si rien ne s'était passé », *Le Monde*, 23 juin 2005.

Je suis un Européen convaincu, et ce sont les fervents partisans de cette Europe qui doivent se prononcer en faveur des réformes. Nous devons être honnêtes pour ce qui concerne les défis européens. Nous devons aussi écouter ce que les électeurs expriment. Nous avons besoin d'une Europe qui soit adaptée aux conditions du XXIème siècle. C'est pour cela que comme quatre autres pays, le gouvernement britannique n'a pas pu voter en faveur des propositions sur le budget européen la semaine dernière.

Nous ne voulons pas d'un budget qui continue à attribuer sept fois plus à l'agriculture qu'à la recherche, au développement, à la science, à la technologie, à la formation et à l'innovation réunis. 40 % du budget va à la politique agricole qui occupe seulement 5 % de la population. Nous devons orienter l'économie vers l'avenir, créer des emplois et non privilégier des intérêts particuliers. Nous devons investir dans l'éducation et l'innovation, pas donner deux euros par jour par vache. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais le reste du monde ne nous attend pas et nous ne pouvons pas attendre 2014 comme certains pensent. Bien sûr nous devons aider les membres les plus pauvres. Le Royaume-Uni s'est prononcé pour l'élargissement et il tiendra ses engagements. Je voudrais que ce soit clair : la Grande Bretagne a toujours payé sa part. Même avec les réductions, nous avons payé deux fois et demi plus que les Français ou les Italiens. Nous sommes prêts à payer plus si cela sert la bonne politique, mais uniquement si l'argent va aux plus pauvres et non aux plus riches. L'argent doit aller à ce qui est cher aux Européens, la croissance, les emplois et le bien-être. Nous devons nous adapter aux conditions économiques qui ne sont pas dictées seulement par les États-Unis ou le Japon mais aussi par l'Inde, la Chine et d'autres.

L'UE est beaucoup plus qu'une zone de libre échange. Les gens veulent du travail mais aussi la sécurité et la préservation de l'environnement. Ils veulent défendre les valeurs européennes et ils veulent une Europe forte dans le monde. Le Royaume uni est pour une Europe sociale, mais une Europe sociale qui soit conforme au monde actuel. Nous devons trouver pourquoi certains arrivent à créer des emplois en Europe et d'autres non. Sans croissance nous ne pourrions pas atteindre ces objectifs. Ces débats ne peuvent pas être dissociés du budget. Pendant la présidence anglaise, nous allons essayer d'élaborer un budget qui conviendra à tous les membres et qui renforce l'Europe pour le siècle à venir. Certains parlent d'une crise de l'Europe, j'y vois une chance de se fixer des

objectifs plus ambitieux. Nous pouvons rapprocher les citoyens de l'Europe, si nous sommes à l'écoute de leurs attentes.

Peter Mandelson



Peter Mandelson est ancien ministre britannique du Commerce, ancien député travailliste d'Hartlepool et ancien président de Policy Network, un groupe de réflexion européen. Il est commissaire européen au Commerce dans la Commission de José Manuel Barroso.

« Plus qu'une querelle, l'enjeu est le cœur de l'Europe »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « More than a squabble : this goes to the heart of Europe », par Peter Mandelson, *The Guardian*, 20 juin 2005.

Le sommet de Bruxelles a montré le choix auquel fait face l'Europe : continuer comme avant ou tenir compte du refus de la France et des Pays-Bas du Traité constitutionnel européen (TCE) et repenser fondamentalement les politiques et les priorités. Bien sûr, les anti-européens veulent utiliser la crise actuelle pour abattre l'Europe et la transformer en grand marché commun. Pourtant, sans l'Europe, nous n'avons aucun poids dans le monde globalisé. Pour les modernisateurs de l'Europe, l'enjeu est de faire adopter la bonne politique. Bien sûr, j'aurai préféré un accord à Bruxelles mais cet échec n'entraîne pas de crises immédiates même s'il ne s'agit pas d'un non-événement. Il est cependant bon de réfléchir à l'avenir du rabais britannique et à celui de la Politique agricole commune (PAC). Les détracteurs de cette politique affirment qu'il n'est pas normal que 5% de l'activité de l'Union européenne engouffre 40 % du budget européen au détriment des postes d'avenir que sont l'éducation et la recherche. Toutefois, il ne s'agit pas que d'argent. Il est aussi question de la direction que prendra une Europe attaquée par les mouvements populistes. L'Europe a le choix entre le déclin et des réformes économiques douloureuses qui lui permettront de rester compétitives. Cette politique ne doit pas permettre d'américaniser l'Europe mais d'adapter le système social européen aux nouvelles réalités.

Il faut que les citoyens soient capables de s'adapter rapidement dans un monde changeant. Cela passe par une formation pointue pour tous les groupes ethniques. N Il s'agit là de questions nationales mais il faut aussi lui donner une dimension européenne. Pour construire un nouveau modèle social européen, il faut ouvrir le débat et trouver un nouveau consensus pour l'Europe.

Philippe Douste-Blazy



Ancien ministre français de la Santé (1993-1995), de la Culture (1995-1997) et de la Santé et de la Protection sociale (2004-2005), Philippe Douste-Blazy est ministre des Affaires étrangères. Il fut co-rédacteur en 2003 d'une loi réhabilitant la colonisation de l'Algérie par la France.

« Europe : l'heure de vérité »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Europe : l'heure de vérité », par Philippe Douste-Blazy, *Le Monde*, 21 juin 2005.

Le 29 mai, les Français ont rejeté le Traité constitutionnel européen (TCE) et ce choix démocratique s'impose à nous. On ne peut pas continuer comme si de rien n'était. L'Europe traverse une crise d'identité, et pas seulement en France et au Pays-Bas. Il existe un divorce entre les États et les peuples. Par son incapacité à se doter d'une vision claire et cohérente pour l'avenir, l'Europe s'est coupée des citoyens. Il faut fixer un cap politique à l'Union européenne. Nous hésitons depuis trop longtemps entre une Europe-marché et une Europe dotée de vrais moyens politiques. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons défendre le choix de l'Europe politique, parce que nous pensons qu'entre la nation et le monde globalisé l'Europe reste un échelon pertinent de régulation, de coopération, de solidarité et d'action. C'est là le vrai débat, et non la lutte des « anciens » et des « modernes » comme certains l'affirment.

La proposition luxembourgeoise comprenait, dans sa dernière version, une augmentation de plus de 30 % des dépenses de recherche et d'avenir, pendant que la politique agricole commune voyait sa part dans le budget se réduire au tiers du total, contre plus de la moitié il y a moins de dix ans. Il s'agit bien de la preuve que l'Union européenne est tournée vers l'avenir. Les dirigeants européens ont tous la volonté de faire évoluer l'Europe vers davantage de croissance et de compétitivité. Mais nous voulons aussi qu'elle reste fidèle à ce qui la fonde depuis cinquante ans et qui doit être préservé : la coopération, la mise en commun des ressources, la solidarité. C'est cette vision que la France entend défendre.

Devant le risque de « spirale négative », le Conseil européen a décidé d'une pause dans le processus de ratification en cours du traité constitutionnel. Cette réflexion active ne doit toutefois pas conduire à défaire l'acquis communautaire ni à remettre en cause 50 ans de construction européenne. Face à ceux qui présentent la Politique agricole commune (PAC) comme une politique du passé, analysons les avantages et inconvénients des actions menées et des réformes entreprises. Il ne s'agit pas que d'aides aux agriculteurs, mais aussi de l'autosuffisance agricole pour notre continent, de l'aménagement des territoires européens, de la sécurité alimentaire, de notre capacité commerciale à gagner des parts de marché à l'étranger.

Nous devons profiter du temps de réflexion pour aborder franchement et collectivement tous les sujets. La France devra défendre ses valeurs, ses convictions et ses intérêts mais aussi retrouver l'esprit des pères fondateurs, adapté aux réalités d'aujourd'hui. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de nous pencher sur les grands sujets de l'heure :

► Nous devons relancer la politique en faveur de la croissance et de l'emploi en donnant un nouvel élan à la stratégie de Lisbonne. La recherche est un domaine

essentiel.

► Nous devons rassurer et protéger nos citoyens. Il faut créer au sein de notre continent européen un espace de liberté qui ne sera plus craint par les citoyens, parce qu'ils sauront que celui-ci est soumis à des règles claires et acceptées par tous.

► La place de l'Europe dans le monde. L'Irak l'a montré a contrario, l'Europe doit s'unir pour affirmer une diplomatie et une défense qui lui permettent de tenir son rang dans le monde et de parler d'une voix forte et autonome.

Ursula Plassnik



Ancienne chef de cabinet du chancelier autrichien Wolfgang Schüssel (1997-2004) et ancienne ambassadrice en Suisse (2004), Ursula Plassnik est ministre fédérale autrichienne des Affaires étrangères.

« Europe, on respire à fond s'il vous plaît »

Source : Der Standard (Autriche)

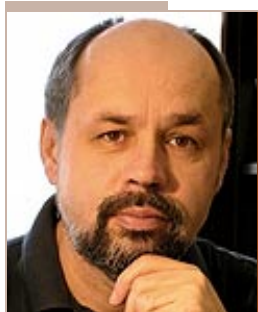
Référence : « Europa, bitte tief durchatmen ! », par Ursula Plassnik, *Der Standard*, 21 juin 2005.

Nous n'avons pas montré une bonne image au Conseil européen. Pendant des semaines on a eu l'impression qu'il s'agissait juste d'un exercice comptable. Qui peut être le plus économe ? A la fin, et après la rencontre, la déception était palpable. Ce sommet fut un échec, pas seulement pour les finances de l'Union européenne et pour l'avenir de la Constitution mais aussi pour le projet européen. Nous avons la possibilité d'arriver à unifier la volonté politique par la mobilisation. Techniquement c'était faisable. La force politique et la vision à long terme ont manqué pour arriver à un compromis. C'est la dure leçon du sommet. La force de la communauté c'est la possibilité du compromis. Sans cela, le projet de liberté et de bien-être ne pourra pas apporter plus que ce qui est possible au plan national. Ce qui s'est passé vendredi à Bruxelles, c'est l'opposition de deux vieilles conceptions de l'Europe, l' » Europe en tant que marché » et l' » Europe en tant que projet politique ». la question de l' » approfondissement » contre l' » élargissement » a aussi joué un rôle. Ces explications ne satisferont cependant pas ceux qui ont ressenti un profond malaise, qui ne disparaîtra pas avec les slogans européens habituels. Ceux qui ont répondu non au référendum n'ont pas dit non au travail d'union européen, ils veulent juste une autre Europe, plus juste selon eux. La situation économique et l'insatisfaction vis à vis des politiciens dans leur pays a été décisive. De façon globale, la croissance est insuffisante en Europe, le gâteau ne monte pas proportionnellement à nos attentes. Rassurés par le passage d'une société industrielle à une société du savoir et du service, nous attendons de l'Europe ce qu'elle ne peut plus offrir : des emplois sûrs et plus de sécurité sociale. Il faudra être plus réalistes. Les égoïsmes nationaux naissants ne doivent amener une désolidarisation de l'Europe. Nous devons trouver un équilibre entre les intérêts d'hier et les intérêts d'aujourd'hui. Les citoyens doivent comprendre qu'une Europe à la carte pour 450 millions de personnes n'est pas possible. Les politiciens qui pratiquent l'art du compromis au niveau européen ne doivent pas être sanctionnés chez eux mais encouragés. C'est seulement comme cela que l'Europe pourra conserver son modèle de vie

spécifique, qui était si bien défini dans la Constitution.

Il y a deux questions fondamentales que nous devons nous poser : Que voulons nous de cette Union Européenne ? Et l'autre indissociable : que sommes nous prêts à apporter pour un processus d'unification et un futur Europe stable ? Nous devons avoir le courage de remettre certaines choses en question et de réfléchir à leur viabilité, pour pouvoir trouver des solutions pour demain.

Jiri Pehe



Ancien directeur des études sur l'Europe centrale à Freedom House pendant la Guerre froide puis conseiller politique de l'ex-président tchèque Vaclav Havel (1997-1999), Jiri Pehe est analyste politique et directeur de l'université de New York à Prague. Il est membre du Conseil d'administration du Fond américain pour la République tchèque

« L'égoïsme est une menace pour l'unité européenne »

Source : Le Figaro (France)

, Korea Herald (Corée du Sud)

Référence : « Egoism poses threat to EU unity », par Jiri Pehe, *Korea Herald*, 21 juin 2005.

« Les nouveaux et les vrais européens », *Le Figaro*, 21 juin 2005.

Le fiasco du sommet de l'Union européenne a fait ressortir les différences d'attitude entre la majorité des nouveaux pays membres d'Europe centrale et orientale et les « anciens » membres. Mais les différences ne se sont pas exprimées comme on s'y attendait. On n'a pas vu de nouveaux pays membres immatures et avides de l'argent communautaire mais aptes au compromis et capable de sacrifier leurs propres « intérêts nationaux ». Au contraire, les grands pays ont été incapables de s'entendre sur le budget 2007-2014, ce qui pourrait avoir des conséquences graves pour l'Union. Les dirigeants des nouveaux pays membres semblent bien plus s'en inquiéter que ceux des membres plus anciens. C'est la raison pour laquelle la plupart des nouveaux membres étaient prêts en fin de compte à soutenir le compromis proposé par le Luxembourg, qui suggérait que le budget se monte à seulement 1,06% du PNB global de l'UE et que la "ristourne" annuelle de la Grande-Bretagne soit gelée à 4,6 milliards d'euros. La République tchèque et la Slovaquie ont convenu même d'un plan plus radical encore demandant que le budget soit plafonné à seulement 1% du PNB de l'Union européenne.

Il est surprenant que les anciennes démocraties européennes expérimentées aient ignoré les dangers politiques résultant du possible renouveau d'un nationalisme ardent sur le continent européen, et que ce soit les nouvelles démocraties inexpérimentées de l'Est de l'Europe qui aient prôné la prudence. Peut-être que du faite de leur adhésion lus récente, les nouveaux membres savent que pour mériter leur place dans l'Union, c'est à eux de faire des efforts. Ils comprennent donc que les fonds européens sont moins importants que la perspective de faire partie d'une Europe unifiée. L'UE offre aux petits pays pris en sandwich entre l'Allemagne et la Russie un degré de stabilité politique et de sécurité qu'ils n'ont jamais atteint dans l'histoire moderne. Les États d'Europe de l'Ouest considèrent en revanche que la dimension politique de l'intégration européenne est établie et ne pense plus qu'à leur circonscription.

L'absence d'accord sur le budget ne veut pas dire que nous nous orientons vers une catastrophe historique mais il convient d'être prudent. De toute évidence,

nous ne pouvons pas non plus écarter totalement l'éventualité d'un affaiblissement ou d'une désintégration des structures politiques communes de l'Europe. Pour les petits États encore fragiles économiquement de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, une Europe composée d'États nations luttant une fois encore impitoyablement pour défendre leurs propres intérêts, constitue un cauchemar. Mais ce cauchemar pourrait s'étendre à tous les États européens. Peut-être les pays occidentaux devraient-ils écouter davantage leurs nouveaux partenaires.

Vaira Vike-Freiberga



Ancienne professeur de psychologie à l'université de Montréal issu d'une famille ayant quitté la Lettonie à la chute du Reich, Vaira Vike-Freiberga est présidente de la Lettonie.

« Nous trouverons un moyen de nous en sortir, les Européens l'ont toujours fait »

Source : Macleans.Ca (Canada)

Référence : « 'We'll find a way out — Europeans always have' », par Vaira Vike-Freiberga, *Macleans.Ca*, 20 juin 2005.

La marche de la construction européenne suit son cours comme elle l'a toujours fait, en surmontant les crises. Le cliché selon lequel toute crise offre une opportunité semble vrai dans le cas de l'Union européenne. Le Traité constitutionnel européen (TCE) était un projet extraordinairement ambitieux puisqu'il devait être approuvé par tous les peuples et il n'a pas pu se réaliser. Mais nous trouverons une solution de repli. Nous l'avons toujours fait. L'Europe doit comprendre les défis d'un monde globalisé. Que les Français ou les Néerlandais aient ou non accepté le texte ne change rien au fait que nous sommes soumis à la concurrence de l'Inde et de la Chine. Chaque pays va devoir s'adapter.

Le 9 mai, j'ai été reçu très poliment par **Vladimir Poutine**. Dans le même temps, j'ai reçu de nombreuses lettres de soutien à la position de la Lettonie. Le 9 mai marque la liberté pour la moitié de l'Europe. Pour les États baltes, c'est le début d'une nouvelle occupation. Nous voudrions que Moscou le reconnaisse. Au contraire, la Russie essaye de conserver son influence sur les États voisins.

Yuliya Tymoshenko



Multimilliardaire ukrainienne, Yuliya Tymoshenko est Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, proche de Viktor Yushchenko et a joué un rôle central dans la « Révolution orange ».

« L'Ukraine mérite l'adhésion à l'Union européenne »

Source : Taipei Times (Taïwan)

, Korea Herald (Corée du Sud)

Référence : « Ukraine deserves EU membership », par Yuliya Tymoshenko, *Korea Herald*, 20 juin 2005.

« Ukraine still sees an EU that is worth belonging to », *Taipei Times*, 22 juin 2005.

Des membres de longue date de l'Union européenne semblent douter aujourd'hui de l'avenir de l'Union mais, nous, en Ukraine, continuons à la regarder avec espoir et admiration. Rejoindre l'UE est le projet central de notre politique étrangère.

L'Europe est un tout indivisible. Si une nation n'est pas libre, les autres ne le sont pas totalement. Nous ne voulons plus jamais voir l'Europe divisé en deux. Il faut une pax Europa et une prospérité pan-européenne qui s'étende partout en Europe. Certains affirment que l'Ukraine n'est pas en Europe mais il suffit d'aller à Kiev et de parler aux gens pour comprendre que c'est faux. L'Ukraine a une vocation européenne et les Ukrainiens y travaillent durement. Nous savons que ce ne sera pas facile. Dans le même temps, nous espérons développer les mêmes liens avec la Russie que la France avec l'Allemagne. L'Union européenne a montré que même si un pays en avait occupé un autre, il était possible de se réconcilier.

La **révolution orange** a fait sortir l'Ukraine d'un siècle de régimes totalitaires. Aujourd'hui, regardons l'avenir avec **Viktor Yushchenko**, un homme dont le visage porte les stigmates de nos souffrances passées.

Milen Veltchev



Milen Veltchev est ministre des Finances de Bulgarie.

« France-Bulgarie, l'indispensable amitié »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « France-Bulgarie, l'indispensable amitié », par Milen Veltchev, *Le Figaro*, 22 juin 2005.

La Bulgarie s'inquiète beaucoup de tout ce qui peut se passer dans l'Union européenne et surtout les risques concernant l'élargissement. Mon pays a signé le 25 avril dernier son traité d'adhésion à l'Union européenne. Pour y parvenir, nous avons fait des efforts considérables et c'est pourquoi la Bulgarie observe la crise actuelle de l'Union européenne sans quitter des yeux ses objectifs et intérêts.

La Bulgarie est un pays ancien pourvu d'une culture riche qui a ressuscité après chaque crise. Aujourd'hui, une fois n'est pas coutume dans son histoire mouvementée, la Bulgarie traverse des changements considérables. Ces transformations nous ont rendus encore plus enthousiastes et déterminés. Dans trois jours auront lieu dans mon pays des élections législatives particulièrement importantes et incertaines. Toutefois, quel que soit le résultat, il y aura une continuité de la politique étrangère et européenne. Par ailleurs, nous disposons d'une économie dynamique grâce à la politique économique que nous menons depuis quatre ans. Tout cela n'a évidemment été possible que grâce à beaucoup de rigueur et au fait que nous nous sommes "serré la ceinture". Cela nous a conduit à prendre des mesures impopulaires et ce, d'autant plus que la pauvreté reste un grave problème chez nous. Il est difficile de raisonner de façon macroéconomique si l'on ne perçoit pas les changements dans sa propre poche. Mais malgré les difficultés, mes compatriotes travaillent d'arrache-pied et de mieux en mieux.

Il ne serait pas honnête de ma part de ne pas reconnaître que la Bulgarie fait encore face à de nombreux défis, parmi lesquels les réformes encore inachevées de la justice, des systèmes de santé et d'éducation. Notre réussite face à la corruption et à la criminalité n'est pas pleine et entière. Toutefois, grâce au travail du gouvernement de Siméon Saxe-Cobourg-Gotha et grâce à l'aide que nous recevons de nos amis européens et américains nous progressons. La Bulgarie est un pays traditionnellement francophone. Pour nous, il a toujours été très important d'avoir le soutien et l'amitié de la France. Les Bulgares savent que le vote négatif au référendum en France n'est pas dirigé contre eux ni contre leur adhésion à l'Europe.

Ferit Hoxha



Ferit Hoxha est ambassadeur d'Albanie en France.

« Europe, le blues des Balkans »

Source : Libération (France)

Référence : « Europe, le blues des Balkans », par Ferit Hoxha, *Libération*, 20 juin 2005.

Depuis le dernier élargissement du 1er mai 2004, on ne cesse de s'interroger dans l'Union européenne sur les frontières de l'Europe. Tout le monde y va de son avis. Toutefois, personne n'a mis en cause jusqu'ici l'appartenance européenne des pays des Balkans ou de l'Europe du Sud-Est, comme nous préférons nous appeler. Tout n'a pas été glorieux dans l'action des pays européens dans les Balkans. Mais chaque fois que l'Europe s'est montrée indifférente à ces pays, cela a été tragique. Il y a entre l'Europe et les Balkans un lien indissoluble. Depuis que l'Europe a compris l'importance de son rôle là bas, les choses s'y passe beaucoup mieux. Qui peut aujourd'hui raisonnablement mettre en doute l'efficacité de l'action européenne dans la pacification générale et vraisemblablement définitive des Balkans ? Tous ces pays lui en sont reconnaissants, tous se sont sérieusement investis et ont fait de l'entrée au sein de l'Union européenne, à terme, leur priorité absolue.

Pourtant, depuis le rejet français et néerlandais du Traité constitutionnel européen (TCE), une incertitude est né sur l'élargissement. Insinuer, voire

conclure que les Français auraient expressément dit non à l'élargissement, au-delà d'être réducteur, reviendrait à dire que les Français en auraient fini avec leur sens de grande nation d'idées et d'action proeuropéenne. Dire aujourd'hui aux pays des Balkans que l'Europe veut faire une longue pause pour réfléchir sur son avenir, c'est leur dire poliment qu'on ne veut pas d'eux, brisant ainsi la mécanique de réforme des Balkans. L'Histoire a toujours reconnu aux grandes nations plus de responsabilités pour elles-mêmes et pour les autres. Chaque fois que l'Amérique, au rythme des changements d'administration, montre des signes de désengagement international cela est vécu avec inquiétude en Europe. Que dire alors de la France et de son rôle dans l'espace européen ? Est-ce maintenant que l'Europe est plus riche qu'elle devient frileuse ? Est-ce maintenant qu'elle est plus forte qu'elle commence à avoir peur ? Est-ce maintenant qu'elle est plus grande qu'elle se rétracte ? Est-ce maintenant qu'elle a fait ses preuves qu'elle commence à douter de son avenir ? Depuis 1999, le discours sur l'adhésion des pays des Balkans a été clair et cohérent. Jacques Chirac, qui a organisé le premier sommet Union européenne-Balkans à Zagreb en 2000, avait rappelé que les pays des Balkans avaient leur place dans la famille européenne. Personne ne comprendrait qu'on revienne sur cet engagement. Cette promesse, renouvelée et renforcée solennellement lors du sommet de Thessalonique, en 2003, constitue le cordon ombilical qu'on ne saurait couper. ON ne peut se permettre de se renier.

Giuliano Amato, Jean-Luc Dehaene , Carl Bildt, Richard von Weizsäcker



Giuliano Amato, ancien président du conseil italien (1992-1993 et 2000-2001), est sénateur italien et était vice président de la Convention européenne.



« Dirigeants européens, les Balkans vous attendent ! »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Dirigeants européens, les Balkans vous attendent ! », par Richard von Weizsäcker, Giuliano Amato, Carl Bildt, Jean-Luc Dehaene, *Le Monde*, 18 juin 2005.

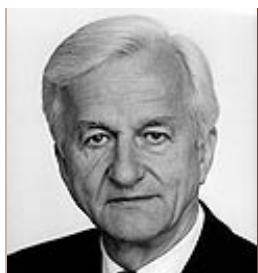
Il y a deux ans, alors que la tension était à son comble en raison de la Guerre d'Irak, les dirigeants européens se rassemblant à Thessalonique ont décidé de poursuivre la consolidation et l'intégration européenne. Ils ont publié une Déclaration particulière réaffirmant aux nations des Balkans que leur avenir était européen.

Une fois encore, l'Union a besoin de leadership. Au moment où les populations de deux pays fondateurs viennent de rejeter vigoureusement le Traité constitutionnel européen (TCE) rappelons que 20 millions d'Européens attendent que nous remplissions notre rôle de guide pour eux et leurs enfants. Ils se demandent s'ils feront un jour partie de l'Europe ou s'ils habiteront dans une sorte de no man's land politique, contesté par les voisins. Ils ont besoin d'un message fort émanant non pas de Bruxelles mais des tribunes des démocraties européennes. Un message fort et crédible doit être envoyé aux 20 millions d'Européens qui vivent dans les Balkans de l'Ouest. Il faut leur dire que, s'ils continuent sur la voie des réformes, des réconciliations et de la

Jean-Luc Dehaene, ancien premier ministre belge (1992-1999), était vice président de la Convention européenne.



Carl Bildt est ancien Premier ministre de Suède (1991-1994) et ancien envoyé spécial du secrétariat général de l'ONU pour les Balkans (1999-2001). Il est membre des conseils d'administration du Center for European Reform à Londres et de la Rand Corporation aux États-Unis.



Membre de la CDU, Richard von Weizsäcker est ancien maire de Berlin (1981-1984) et président de la République fédérale (1984-1994).

réintégration, ils deviendront à coup sûr membres de l'Union. La tâche de ces nations est énorme et c'est pourquoi nous avons grand besoin de politiques nouvelles. Nous savons que le défi peut être relevé.

Nous comprenons que pour certains dirigeants politiques, il n'est guère aisé de convaincre votre opinion publique qu'un élargissement est nécessaire.

Toutefois, vous disposez de tous les arguments pour le faire. Vous savez ce que nous avons déjà dépensé dans cette région et combien de nos soldats s'y trouvent. Vous savez aussi que l'actuel statu quo n'a plus de raison d'être, et que l'accession à l'UE est l'unique façon d'en sortir. Nous sommes à un moment critique de l'histoire de l'Union. Nous exhortons ses chefs d'Etat et de gouvernement à illuminer plus que jamais la voie que ces nouvelles démocraties fragiles essaient d'emprunter. L'Europe peut survivre à la crise de la Constitution. Elle ne survivra pas à un nouveau Srebrenica.

Benita Ferrero-Waldner



Ancienne ministre fédérale autrichienne des Affaires étrangères (2000-2004), Benita Ferrero-Waldner est commissaire européen aux Relations extérieures.

« L'Europe, un acteur de dimension mondiale »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « L'Europe, un acteur de dimension mondiale », par Benita Ferrero-Waldner, *Le Figaro*, 20 juin 2005.

L'effervescence qu'a connue l'Union européenne au sujet du Traité constitutionnel européen (TCE) et sur l'avenir de son financement a poussé nos partenaires à s'interroger sur la capacité réelle de l'Europe à devenir un acteur d'envergure mondiale. Ils craignent une Europe repliée sur elle-même. Le sommet d'aujourd'hui entre l'Europe et les États-Unis offre l'occasion de démontrer le contraire. Cela concerne les citoyens de l'union tout au temps que nos partenaires puisque les sondages démontrent une volonté de la part des citoyens européens de voir l'Europe devenir une puissance globale.

Les thèmes de la réunion démontrent que l'Europe est déjà un acteur de dimension mondiale. Cette semaine, l'Union européenne et les Etats-Unis vont organiser conjointement une conférence internationale sur l'Irak à Bruxelles, ce qui aurait paru inimaginable il y a encore deux ans. Quand je me suis rendue à Bagdad il y a deux semaines, j'ai vu avec quelle ardeur le peuple irakien attendait notre soutien. L'Union doit donc assumer les risques nécessaires pour soutenir son développement politique et économique.

En collaboration avec les Etats-Unis, l'ONU et la Russie, dans le cadre du Quartet, nous aidons les Israéliens et les Palestiniens à trouver une solution au conflit qui les oppose depuis des décennies, et nous soutenons l'imminent retrait de Gaza. Nous travaillons au moyen de mettre en œuvre le reste de la « feuille de route ». L'Union soutient pleinement l'action de l'envoyé spécial du Quartet, **James Wolfensohn**.

Notre plus grand succès en matière de politique étrangère est peut-être la contribution que l'élargissement de l'Union a apportée à la paix et à la sécurité sur le continent européen. Aux yeux des États-Unis, cela contribue sans doute à notre impact le plus marquant. Nous respecterons nos engagements en faveur de la poursuite de l'élargissement. Cependant, il est clair que dans certains Etats-membres, le rythme et l'ampleur du processus tutoient la limite de ce que l'opinion publique est prête à accepter. Au moment où nous nous accordons le temps nécessaire à la réflexion, nous devons reconnaître que nous ne pouvons nous élargir indéfiniment. C'est l'une des raisons qui fonde l'importance de la politique européenne de voisinage (PEV). Il s'agit d'un encouragement à la modernisation pour nos voisins du Sud et de l'Est qui ne sont pas concernés par une adhésion à court terme. Ils doivent améliorer le respect de l'État de droit chez eux et en contrepartie, nous leur offrons une participation au marché intérieur de l'Union, une coopération plus étroite dans le domaine des réseaux énergétiques et de transport, et la possibilité de participer aux programmes communautaires.

Nous travaillons également en collaboration pour accroître la prospérité de nos concitoyens et celle du reste du monde en renforçant conjointement notre assise dans l'économie mondiale. Par le développement des échanges économiques et commerciaux nous développons les emplois dans l'Union européenne en quantité et en qualité. Nos citoyens en profitent.

A travers le monde, notre politique étrangère promeut la paix, la prospérité et la sécurité par l'usage de la diplomatie, de l'aide au développement, de l'aide humanitaire, de la politique économique et commerciale et de la politique européenne de sécurité et de défense. Ces instruments nous permettent de réagir rapidement aux crises partout dans le monde. A travers un attachement commun aux institutions multilatérales, et en premier lieu à la réforme de l'ONU et à l'aboutissement des négociations en cours à l'OMC, nous avons la capacité de prolonger ces réalisations.

Margot Wallstrom



Ancienne députée social-démocrate suédoise (1979-1985), ancienne ministre des Affaires civiles (1988-1991), de la Culture (1994-1996) et des Affaires sociales (1996-1998) et ancienne commissaire européenne à l'Environnement (1999-2004), Margot Wallstrom est commissaire européenne suédoise à la Communication et vice-présidente de la Commission européenne.

« Un changement de l'Union européenne partant du bas »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Grass-roots change for Europe », par Margot Wallstrom, *International Herald Tribune*, 21 juin 2005.

La Constitution européenne représente la re-fondation symbolique de l'Union européenne en une communauté fondée sur les principes démocratiques. Le Traité constitutionnel européen (TCE) apportait plus de démocratie, pas moins. Il est donc regrettable de voir ce texte démocratiquement rejeté par la France et les Pays-Bas.

Malgré cette réalité démocratique, l'Union européenne est perçue comme un projet des élites et non du peuple. Nous avons été incapables de présenter les avantages que conférerait la citoyenneté européenne. Aujourd'hui, les citoyens ne réalisent plus les avantages de la paix et de la prospérité apportés par l'Europe. En revanche, ils craignent la mondialisation.

Nous avons toujours su qu'il n'y aurait pas de plan B au TCE, mais il pourrait y avoir un plan D, D pour démocratie. Il faut développer un mouvement populaire en faveur de l'Europe, il faut que la politique quotidienne soit perçue dans sa dimension européenne. Nous devons développer une infrastructure européenne démocratique et pour cela nous devons prendre certaines mesures :

- ▶ Il faut développer des partis politiques européens et développer le dialogue entre les Parlements nationaux et les institutions européennes.

- ▶ Il faut développer un espace public européen en développant les traductions et les échanges entre journalistes. La Commission européenne peut jouer un grand rôle en organisant les contacts.

- ▶ Ces échanges doivent également être promus dans les universités.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .